

"ABCD de l'égalité" : pourquoi la véritable faute de Vincent Peillon n'est pas celle que l'on croit



Vincent Peillon a mis la main dans une entreprise d'instrumentalisation idéologique de l'École qui porte atteinte à l'idéal républicain de laïcité et pervertit la vocation première de l'école, censée être préservée des querelles idéologiques.

Avec Eric Deschavanne

Progressistes contre réactionnaires, bien-pensants contre anti-systèmes, gauche contre droite, catholiques contre féministes, adversaires contre partisans des *genders studies* : le dispositif "ABCD de l'égalité" aura eu pour principal effet de transformer l'École en terrain de jeu politico-idéologique et de briser ainsi le consensus autour de ses finalités. **Telle est à mon sens la faute que l'on peut imputer à Vincent Peillon : avoir mis la main à une entreprise d'instrumentalisation idéologique de l'École qui porte atteinte à l'idéal républicain de laïcité.** La laïcité, ce n'est pas seulement la neutralité religieuse : celle-ci n'est en effet qu'une application particulière de l'exigence plus générale de neutralité idéologique de l'État.

L'École est un Bien commun que le ministre de l'Éducation nationale a pour devoir sacré de protéger contre les appétits des idéologues qui ne voient en elle qu'un instrument permettant d'agir sur les esprits en vue de transformer la société. Ses finalités - la transmission de la culture commune, des savoirs et des savoir-faire – sont et doivent rester incontestables et consensuelles. **L'adhésion des parents à son projet est absolument nécessaire et l'on sape son autorité en suscitant leur méfiance.**

Arguer des droits de la majorité ne suffit donc pas à justifier que l'on change les missions de l'École : que des désaccords donnant lieu à des politiques éducatives différentes interviennent à propos des moyens d'améliorer les performances scolaires des élèves est parfaitement légitime ; mais **l'on ne peut admettre que les majorités successives s'emparent de l'École pour tenter d'imposer leur vision de la société.** Or, il suffit de lire le texte de la convention interministérielle signée par Vincent Peillon le 7 février 2013, laquelle est à l'origine du dispositif qui fait l'objet de la polémique actuelle, pour comprendre que l'on a bien affaire à un projet partisan de ce type. Vincent Peillon a mis l'École au service d'une offensive idéologique transversale dont le foyer est le féminisme radical qui sévit au sein du ministère des Droits de la femme (lequel, soit-dit en passant, est fondé sur un authentique stéréotype sexiste, celui du "sexe faible" qu'il faudrait protéger contre lui-même).

Les "ABCD de l'égalité" promeuvent une conception spécieuse et non consensuelle de l'égalité filles/garçons

Certes, la désinformation à laquelle a donné lieu le programme "ABCD de l'égalité" est scandaleuse. Certes, celui-ci est si ridicule qu'il prête davantage au rire qu'à l'indignation. Il n'en demeure pas moins que **la "culture de l'égalité entre les sexes" qu'il entend promouvoir, loin de constituer une "valeur fondamentale de la République", est dérivée d'une interprétation particulière,** partisane et militante, du principe d'égalité. La chose est aisée à démontrer sans faire le moindre procès d'intention : il suffit pour cela de lire les textes officiels.

Le regretté Coluche moquait naguère la publicité pour une lessive qui prétendait laver "plus blanc que blanc". **Nos progressistes post-modernes inventent quant à eux l'égalité plus égale que l'égalité.** Quelle égalité filles/garçons à l'École peut-on en effet bien vouloir vendre aujourd'hui ? Il ne peut s'agir de l'égalité des droits : les filles accèdent aux mêmes programmes, dans les mêmes classes et les mêmes écoles, que les garçons. Il ne peut davantage être question d'égalité des chances : les filles, à tous les niveaux, réussissent désormais mieux que les garçons.

Où donc est le problème ? Le texte de la convention interministérielle nous l'apprend : "Le paradoxe est connu : les filles ont de meilleurs résultats scolaires que les garçons mais leurs choix d'orientation demeurent très traditionnels et trop souvent restreints à quelques secteurs d'activité." Dit autrement : **l'inégalité réside dans le mauvais usage que les jeunes filles font de leur liberté ! Les femmes sont présentées comme victimes d'auto-discriminations,** de discriminations dont elles seraient elles-mêmes responsables. L'égalité des droits et l'égalité des chances réalisent l'idéal de l'égale liberté des individus qui constitue l'essence même du projet démocratique ou républicain. On sort à l'évidence de ce cadre lorsqu'on prétend définir *a priori* ce que devrait être le contenu du libre choix des individus. Or, c'est bien ce qui caractérise l'idéologie féministe sous l'influence de laquelle Vincent Peillon s'est placé. **Selon cette conception de l'égalité, toute jeune femme qui ne conforme pas ses choix d'orientation et de carrière à la conception officielle de la femme émancipée est réputée aliénée par les stéréotypes sexistes inconscients.**

Cette idéologie n'est pas en soi illégitime. **On est parfaitement en droit de considérer que toute différence doit être interprétée comme une inégalité,** que l'esprit des jeunes filles est altéré par les effets d'un conditionnement multiséculaire, que "naturaliser" les différences de choix et de comportements des femmes et des hommes est une vision réactionnaire de la condition humaine. On peut rêver, cela n'a rien de choquant, d'une société où la parité serait totale dans les métiers et les tâches domestiques. Mais contrairement à ce qui est affirmé par les textes officiels et le ministre, **ces convictions ne se confondent pas avec les principes universels de liberté et d'égalité que la République doit défendre :** elles n'en représentent qu'une interprétation particulière, et comme telle discutable. C'est pourquoi en faire le fondement d'un programme scolaire n'est pas admissible.

Les "ABCD de l'égalité" se fondent sur un discours féministe qui possède tous les traits caractéristiques de l'idéologie

Il faudrait être aveugle pour ne pas voir que les aspects les plus caractéristiques et les plus caricaturaux de l'idéologie sont présents dans ces textes officiels qui préparent, présentent et justifient le dispositif des "ABCD de l'égalité". Au premier chef, bien entendu, on trouve la prétention à la scientificité : **les études sur le genre sont présentés comme des "savoirs scientifiques" par le texte de la convention interministérielle** - chacun étant donc invité à se soumettre à l'autorité de la Science. **On ne saurait pourtant cacher bien longtemps que les études de genre ont été conçues par et pour le féminisme.** Or, on ne peut en toute rigueur parler de science lorsque la pensée normative se mêle à la description du réel. Comment, en outre, pourrait-on faire "scientifiquement" la juste part de l'inné, de l'acquis et de la liberté dans la production des différences qui distinguent les manières de vivre et de penser des hommes et des femmes ? Les études sur le genre ne sont ni plus ni moins (et même plutôt moins) scientifiques que le marxisme ou la science économique libérale. Lorsqu'on aborde le domaine de la condition humaine, le pluralisme interprétatif est de rigueur : présenter comme "scientifique" la vision de l'homme et de la société à laquelle on adhère est un des signes les plus sûrs auxquels se reconnaît la prétention hégémonique d'une idéologie.

L'idéologie, qui parle au nom du Vrai et du Bien, distingue une avant-garde éclairée et révolutionnaire. Sa puissance de séduction réside dans la promesse faite aux adhérents de disposer d'une position de surplomb intellectuel permettant de regarder de haut le reste de l'humanité. Une telle promesse est toujours payante, même en démocratie, car il ne manque jamais d'imbéciles pour se croire plus intelligents que les autres. Le féminisme gouvernemental repose sur une idée simple : "Préjugés et stéréotypes sexistes, ancrés dans l'inconscient collectif, sont la source directe de discriminations et, à ce titre, doivent être combattus dès le plus jeune âge".

Qui véhicule ces préjugés et stéréotypes ? Tout le monde et son voisin : "Les pratiques ordinaires dans la classe constituent des

phénomènes souvent sexués, sans que les enseignants, l'ensemble des acteurs de l'éducation, les élèves et leurs familles en aient nécessairement conscience." Qui y échappe ? L'avant-garde féministe consciente d'elle-même, celle qui produit les études sur le genre, les ministres qui s'en inspirent... et quiconque voudra bien sans sourciller adhérer à ce discours simpliste qui vous intime de choisir votre camp – vous placer du point de vue de la bonne conscience éclairée ou rester un pauvre automate programmé par le méchant et anonyme "inconscient collectif". Selon le modèle promu par la psychanalyse, et en vertu du même ressort intellectuel (vous êtes le jouet de votre inconscient), la moindre réserve critique ou réticence à adhérer est interprétée comme une "résistance" - laquelle en l'espèce "prouve" non seulement votre aliénation mais aussi votre malveillance (votre sexisme).

L'épistémologie de Karl Popper l'a montré, l'immunisation contre le réel est un trait qui distingue la pseudo-science de la science. Tandis que la seconde soumet au réel des hypothèses qui peuvent être invalidées par l'expérience, l'idéologie a réponse à tout, trouvant toujours le moyen d'interpréter les faits qui viennent la contredire sans jamais se remettre en cause. Les garçons sont massivement présents dans certaines filières d'excellence ? C'est qu'ils bénéficient des stéréotypes hérités de la longue histoire de la domination masculine. Ils forment l'essentiel des effectifs des élèves décrocheurs ou en échec scolaire ? C'est qu'ils sont victimes de ces mêmes stéréotypes. Bon sang mais c'est bien sûr ! Comment ne pas adhérer à une source d'explications aussi lumineuse ?!

L'idéologie se reconnaît également à la démesure de ses ambitions. Nos ministres souhaitent que l'École "participe à modifier la division sexuée des rôles dans la société". L'École, en un sens exerce et continuera à exercer ce rôle en permettant aux filles de réaliser leurs ambitions en réussissant leurs études. L'éducation des filles a de fait constitué le principal facteur de l'émancipation des femmes au cours du dernier demi-siècle. Mais le projet actuel, on l'a vu, est de nature différente : il demande à l'École de déprogrammer-reprogrammer la manière d'être et de penser des enfants en s'attaquant aux stéréotypes et préjugés ancrés dans l'inconscient collectif (et identifiés comme tels par l'avant-garde éclairée). L'ambition, lit-on sur le site du ministère de l'Éducation nationale, est d'intervenir dès l'école primaire, "en agissant sur les représentations des élèves et les pratiques des acteurs de l'éducation." La transformation des mœurs ne se conçoit plus comme l'effet secondaire de la réalisation des objectifs consensuels de l'École (l'acquisition des savoirs et des compétences, l'égalité des chances). Il s'agit désormais de se donner les moyens, par la psychanalyse des professeurs et la rééducation des enfants, de façonner directement les manières de vivre et de penser. Dans sa célèbre *Lettre aux instituteurs*, à propos de l'éducation morale, Jules Ferry recommandait aux maîtres de ne toucher qu'avec le plus grand scrupule "à cette chose délicate et sacrée, qui est la conscience de l'enfant". Vincent Peillon, quant à lui, leur demande d'empêcher sauvagement sur son inconscient.

Un tel projet pourrait paraître totalitaire s'il n'était complètement dérisoire. Imaginer qu'il puisse y avoir un lien quelconque entre le fait de demander à un élève si les chevaliers peuvent avoir peur du noir, d'une part et, d'autre part, les choix de carrière que celui-ci effectuera en parvenant à l'orée de l'âge adulte relève de la pensée magique. D'une manière générale, l'idée que l'on puisse changer les mœurs par décret, en contrariant l'influence de la famille et de la société, est illusoire. Même les pouvoirs totalitaires n'y sont pas parvenus. Les pays communistes d'Europe de l'Est furent ainsi le meilleur conservatoire des religions; l'Église catholique se porte mieux en Pologne que dans n'importe quel pays d'Europe de l'Ouest! Les quelques heures de "rééducation" par la déconstruction des stéréotypes genrés seront donc en elles-mêmes sans danger pour les enfants. Les conséquences malheureuses de l'opération, encore une fois, tiennent à la politisation de l'École, laquelle résulte de son instrumentalisation idéologique et conduit à une perte de crédibilité aux yeux de nombreux parents.

On peut et on doit par conséquent reprocher au ministre de n'avoir pas su sanctuariser l'École en la préservant des conflits idéologiques qui traversent la société. Les rumeurs dont l'École est victime témoignent de l'hystérisation du débat et de la perte de tout bon sens. Que dire cependant des propos tenus par le ministre ? On ne s'étonne plus de rien, mais il a tout de même osé affirmer que les professeurs ne notaient pas les garçons et les filles de la même façon : une telle accusation de sexisme, objectivement diffamatoire, aurait dû susciter une levée de boucliers si les esprits n'étaient pas embrumés par la mode idéologique du moment. On dira peut-être que le ministre accorde aux professeurs des circonstances atténuantes puisqu'il les considère victimes de leur inconscient, et donc en un sens irresponsables. Potentiellement, toutefois, et en bonne logique, tout professeur qui voudrait se soustraire aux séances d'auto-psychanalyse collective devrait être soupçonné de vouloir persévérer dans ses pratiques de discrimination sexiste. Les propos de Vincent Peillon paraissent ainsi dictés non par les exigences de sa fonction mais par sa vocation de petit commissaire politique du féminisme radical. Lui qui se rêvait en ministre de la refondation de l'École restera peut-être dans les livres d'histoire comme celui qui, par esprit partisan, voulut instaurer un ministère de la Rééducation nationale.